



Le grand **débat national**

RÉUNION D'INITIATIVE LOCALE

Animée par

Thomas Mesnier, Député de la 1^{ère} circonscription de Charente

« Transition écologique »

Salle des Fêtes de Champniers

22 février 2019 – 19h30

RESTITUTION

01 - Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? (1 seule réponse possible)

- La pollution de l'air
- Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)
- L'érosion du littoral
- La biodiversité et la disparition de certaines espèces

Une majorité des participants évoquent le dérèglement climatique en premier lieu. La biodiversité, la disparition de certaines espèces et leur conséquence sur notre avenir sont évoquées en second lieu.

02 - Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

La pollution de l'air :

- Diminution de l'utilisation des moyens de transports polluants
- Favoriser l'utilisation des transports en commun

Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse) :

- Réduire drastiquement la consommation d'énergies fossiles.
- Investir dans la recherche de solutions alternatives aux énergies fossiles.
- Diminuer l'utilisation du numérique parfois plus polluant que le papier (serveurs data, etc.).

La biodiversité :

- Suppression de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture et aller vers une agriculture plus raisonnée et moins intensive.
- Maintien des espaces naturels (interdire le « grignotage des forêts et espaces naturels).
- Lutte contre la surexploitation des forêts.

Plus globalement :

- Réduction de notre consommation incontournable compte-tenu des ressources de la planète, de l'accroissement de la population mondiale : question de la décroissance, la natalité de la planète et sa régulation. L'homme est une espèce parmi d'autre qui doit réduire son impact sur la planète. La planète doit être au cœur des priorités dans les arbitrages qui favorisent souvent le profit financier au profit environnemental.
- Accompagner les pays émergents à mieux produire (alimentation, coton, etc.).
- Favoriser le ferroutage
- Limiter l'utilisation de l'éclairage public dans la durée, notamment pour les monuments et bâtiments publics, même si des efforts importants sont déjà fait (utilisation d'éclairage LED à très faible consommation, extinction en nuit profonde).

03 - Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

Oui, à la quasi-unanimité

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

- Hausse globale des températures.
- Augmentation en fréquence et intensité des phénomènes climatiques (tempêtes, orages, grêles, sécheresses).
- Phénomène des algues vertes
- Sécheresse et fissures sur les habitations sans que les assurances ne prennent en charge ou que l'état de catastrophe naturelle ne soit reconnu
- Diminution du nombre d'insectes et disparition de certaines espèces
- Arrêtés de restriction d'utilisation de l'eau.
- Développement de certaines pathologies comme l'asthme notamment chez les enfants.

04 - À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

Oui, à la très large majorité.

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

- Compostage y compris public, commun dans les villes ; 1^{er} janvier 2024, il ne devrait plus y avoir de ramassage de sac noir.
- Ramasser les déchets lors de promenades.
- Acheter en vrac plutôt qu'en conditionnés pour limiter l'emballage et le suremballage
- Adopter une conduite automobile économique.
- Favoriser les circuits courts dans sa consommation, permettant de réduire le fret international.
- Diminuer sa consommation de viande.
- Limiter les déplacements inutiles, notamment par les moyens de transport les plus polluants (avion, bateau).

- Contrôler sa consommation d'énergie, notamment d'électricité, avec la mise à profit des heures creuses ; aujourd'hui cela peut être facilité par de nouveaux dispositifs de suivi de la consommation (compteurs Linky notamment).
- Être vigilant quant à sa consommation d'eau (surveiller les fuites, privilégier les comportements permettant de consommer peu d'eau comme un gobelet pour se laver les dents plutôt que laisser couler le robinet, etc.).
- Cultiver son propre potager, en bannissant l'utilisation de pesticides et désherbants.
- Prendre en compte la consommation dans l'achat d'un véhicule ; privilégier des modèles plus économiques.
- Utilisations de produits, notamment des produits d'entretien ou d'hygiène, écologiques.
- Apprendre les gestes vertueux pour l'environnement à ses enfants dès le plus jeune âge.

05 - Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

Oui à la quasi unanimité.

06 - Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

TRANSPORTS EN COMMUN

Mise en place de transports en commun adaptés (fréquences, lignes).

-Développement des transports de la ruralité ; certains n'ont pas le choix que de prendre la voiture. Perte de lignes de TER, pas forcément accès aux lignes régionales de bus dont les horaires ne sont pas assez souples.

-L'idée est évoquée, pour financer les transports en commun en plus du versement transport, de taxer l'entrée des villes pour les voitures pour financer le transport en commun.

-Maintien et réouverture de lignes TER essentielles pour la vie dans nos territoires. Sur le transport TER, la SNCF est prestataire de services pour la Région ; si la Région ne donne pas les moyens, la SNCF ne peut rien. La ligne Angoulême-Limoges

DÉPLACEMENTS DOUX

-Faciliter l'utilisation des vélos avec des pistes cyclables qui permettent de se déplacer en sécurité et rapidement (pas de grands détours).

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

-La bonne énergie est celle qu'on ne consomme pas ; permettre à chacun d'assurer une meilleure isolation de son logement que ce soit par des aides directes ou des allègements de taxes.

EDUCATION À L'ÉCOLOGIE

-Apprendre les bons gestes aux enfants dès le plus jeune âge.

-Promouvoir l'écologie y compris sur les créneaux publicitaires ; les écrans sont saturés de publicités pour les voitures et autres produits de consommation.

-Pour avoir une politique environnementale efficace, il faut se protéger des évolutions brutales des marchés qui recherchent le profit et non à apporter des réelles réponses aux besoins de services et environnementaux.

07 - Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

-Utilisation des transports en commun ; en étudier la possibilité de gratuité

-Déploiement plus large des aides au changement du parc automobile

-Des crédits d'impôts réellement plus incitatifs pour l'isolation des logements

-Assouplir la réglementation RGE tout en protégeant les clients.

08 - Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

Oui

- Géothermie, plus facile à mettre en œuvre dans les logements neufs.
- pompes à chaleur.
- Énergie solaire, mais avec une contradiction dans la dimension environnementale posée par la question du recyclage des panneaux.

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

- Mettre ces solutions à la portée financière de chacun.

09 - Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations

- Les aides sont mal connues et paraissent disparates.
- Avoir un site unique avec toutes les informations claires et à jour, avec des simulateurs. Le site www.ademe.fr intègre ces éléments.

10 - Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'autopartage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?

- Non pour une majorité des participants ; il n'y a pas d'alternative possible au véhicule personnel.

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

- Une desserte suffisante, avec des lignes et des horaires adaptés.
- Plus de pistes cyclables et plus sécurisées.
- Plus de bornes d'autopartage, mieux identifiées
- Rétablissement de lignes TER.

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

- Le transport en commun est la solution qui répondrait le plus aux attentes.
- Autopartage en milieu rural.

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

L'État et les collectivités doivent aller vers une obligation en matière de moyens pour développer les solutions alternatives.

11 - Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

Les avis sont partagés :

-Non, n'ayant pas d'alternatives, des personnes sont condamnées à utiliser leur véhicule, quel que soit le montant des taxes et le prix des carburants. Cela génère un sentiment d'injustice, d'être pénalisé alors même qu'il ne s'agit pas d'un choix.

-Oui, des taxes peuvent changer les comportements (tabacs, alcool). Les personnes disent avoir pris en compte la consommation en carburant comme critère dans leur choix d'achat de véhicule. Le coût des carburants poussent souvent à se coordonner pour ne prendre qu'un seul véhicule et limiter les frais.

Les taxes sur le carburant doivent servir à aider les gens qui utilisent leur voiture.

12 - À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

Une majorité se dégage en faveur du financement des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique, suivie par les partisans du financement des investissements en faveur du climat.

13 - Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée :

Une large majorité se dégage pour l'option de financement par le budget de l'État et la fiscalité écologique. Les deux doivent y contribuer ; il s'agit là de la seule solution permettant d'activer les leviers suffisants.

14 - Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ? (Plusieurs réponses possibles)

-Une très large majorité se dégage pour que tout le monde finance la transition écologique (entreprises, administrations et particuliers).

-Les participants se déclarent favorables au principe du pollueur-payeur intégrant les transports aériens (taxe sur le kérosène) ainsi que le fret routier (mise en place de l'écotaxe qui avait été prévue puis supprimée en 2015)

-Des participants insistent sur la nécessité d'avoir une fiscalité sur l'énergie, l'eau, l'électricité ou le gaz qui soit progressive, sur le principe de « Plus on consomme, plus c'est cher ».

15 - Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ? (1 seule réponse possible)

Les avis sont partagés entre les trois propositions

-Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production
Permet de transformer et d'adapter largement notre société et son économie.

-Modifier les accords internationaux

Notamment concernant les taxes sur le kérosène pour le transport aérien ou sur les carburants pour le transport maritime

-Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement

Cela répond au besoin de rétablir une certaine équité entre des produits locaux ou nationaux dont on exige un certain niveau de prescription en matière environnementale (pesticides, etc.) et ceux de l'étranger qui ne remplissent pas ces conditions de production mais sont vendus en France.

16 - Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

-La France doit affirmer ses choix et être exemplaire sur les engagements qu'elle a elle-même pris en matière environnementale

-Elle doit également impulser une démarche au niveau internationale pour faire prendre conscience des enjeux aux gouvernants mais également aux peuples.

-Soutenir la recherche

-Soutenir la création d'un « Ministère de l'Environnement Européen » pour mener toutes les politiques environnementales au niveau européen.

17 - Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

-Les grands pollueurs que sont les poids-lourds et le fret international qui traversent l'Europe, dont l'apport économique pour notre pays est faible alors que le coût environnemental, d'usure des infrastructures et en matière de sécurité routière est fort. Les portiques écotaxe devaient permettre d'apporter des réponses à cet égard notamment en dissuadant de favoriser le transport routier sur la nationale 10 qui

traverse la Charente. L'État a énormément investi et tout était prêt. L'État se prive aujourd'hui de cette recette conséquente qui aurait pu contribuer à favoriser le ferroutage et se conjuguer à un effet positif pour l'environnement et la sécurité routière.

-Orienter les travaux d'intérêt général vers l'environnement ; la justice peut contribuer à favoriser le développement de mesures de réparation environnementales.

-Former les jeunes à l'écologie dans le cadre du SNU, avoir un « service environnemental »

-Au lieu de trouver de nouvelles taxes, il faudrait déjà pouvoir y soumettre ceux qui passent entre les mailles du filet en luttant contre les paradis fiscaux et en allant vers une taxation des GAFA.

-Aller plus loin dans la politique contre l'utilisation du plastique, fabriqué à base de pétrole. Les plastiques à usage unique qui vont être interdits, mais il faudrait réfléchir aux mesures permettant de dissuader l'utilisation de ce matériau. Restaurer les systèmes de consigne par exemple pour le verre.

-Un participant avance que le fret, transport de marchandise, se fait à 87 % par la route, à 10 % par le chemin de fer et à 3 % par voie fluviale. Les marges de développement du ferroutage sont importantes mais nécessitent des investissements importants (2,3 milliards de prévus dans la loi mobilité et l'autoroute ferroviaire Calais-Turin vient d'être inaugurée).

-Le transport TER doit être maintenir. La ligne Angoulême-Limoges transportait environ 160 000 personnes il y a quelques années, puis 80 000 personnes suites aux incidents et abaissements de vitesse. Aujourd'hui suspendue, sa remise en service pourrait répondre à des besoins importants, y compris pour le transport de marchandises des entreprises le long de la voie.